dans les Casernes...

La voix des Notres...

168e R. I. F., THIONVILLE

Nous avons déjà parlé — il y a un mois — de la fameuse caserne Jeanne-d'Arc. Le papier que nous avons passé, nous a valu quatres lettres de camarades soldats.

Les permissions de minuit ont été supprimées à cause de quelques cas de grippe. On s'occupe de notre santé. Mais les draps n'ont pas été changés depuis deux mois et demi.

Nous avons lu dans les journaux que nous avons le droit de lire (ce ne sont que des journaux « bien pensant ») que nous avions droit à deux quarts de vin. C'est pour cette raison que le quart de vin du repas du soir et remplacé par un quart de bière glacée — pour soigner la grippe?

Les fascistes sont ici bien épaulés par les chefs. Pendant ce temps, l'idée des délégués-soldats fait son chemin.

172e R. I. F., STRASBOURG

Dans ce régiment comme dans beaucoup d'autres, les bienfaits du Front Populaire sont longs à se faire sentir. Messieurs les gradés s'en donnent à cœur joie pour faire leur petit dictateur. Impossibilité de lire la presse de notre choix. Ces messieurs fouillent nos paquetage pour essayer d'attraper quelque imprudent. Ils lisent la correspondance privée, n'est-ce pas mon capitaine.

Dernièrement 40 litres de rhum disparaissent d'un cabanon où ils étaient enfermés. Les officiers accusent un groupe de soldats, et le soir même, nous sommes privés de vin. Nous réagissons, et menaçons de faire la grève de la faim. Tout se calme. Quelques jours après nous apprenons que le voleur a été trouvé. Mais, chut! ce n'était pas un 2e classe.

Evidemment, les attaques directes et publiques contre Blum et Daladier ne manquent pas et tous unanimes nous réclamons la mise en congé perpétuel de ces fascistes, et leur remplacement par des officiers qui soient au moins républicains. Il en existe au 172e R.I.F.

8e B. C. P., TOUL

Ici les cuisines sont généralement sales. Le nettoyage est effectué dans des cas exceptionnels. Le 23 janvier, un médecin général était attendu. Les cuisines furent lessivées à grand eau. Il en fut de même pour les chambres.

Une note prescrit en cas d'épidémies l'usage d'isolateurs. Jusqu'à la visite du général il manquait environ 50 % d'isolateurs. Le jour de la visite, tous les isolateur étaient en place.

Il est étonnant de voir en 1937 des mœurs dans l'armée qui ont été si bien dépeintes par Courteline.

Nous réclamons des inspections-surprises.

Peu de jours après, on nous vaccine. C'est le nouveau vaccin contre la typhoïde, la dyphtérie et le tétanos. Epreuve pénible, qui provoque la fièvre. Nous obtenons 3 kgs. de charbon par chambre et pour 48 heures. Les copains claquent des dents dans leur lit. Avec 3 kgs. de charbon militaire (ce n'est pas le même que celui destiné aux civils) on peut faire beaucoup de fumée.

Et nous sommes enfermés pour deux ans. C'est inadmissible. Nous refusons de souscrire à cela.

182e R.A.L.T., VINCENNES

L'activité des fascistes est ici assez importante.

Ils se réunissent, même dans la caserne et complotent contre le gouvernement de Front Populaire.

2e B.D.P., ECOLE MILITAIRE

Nous ne parvenons pas à comprendre quelles sont les raisons qui justifient l'interdiction de la lecture du *Populaire*, tandis que le *Flambeau* et les journaux fascistes sont reçues à la caserne même. Les fascistes ne semblent d'ailleurs nullement inquiétés pour leur activité qui serait sanctionnée depuis longtemps déjà, si elle était menée par nous.

1er GENIE MINEURS STRASBOURG

Les factieux sont toujours les maîtres. Deuxièmes classes et officiers s'entendent parfaitement pour saboter les quelques mesures prises en notre faveur.

37e R. I., BITCHE

Les officiers fascistes nous bourrent le crâne, ils nous annoncent la guerre pour demain, et nous disent que même les socialistes ont maintenant compris le danger allemand.

Nous réclamons avec la diminution du S.M., l'épuration des cadres.

Et nous ne sommes pas dupes de leur manœuvre. Nous savons que déjà en 1914 on a trompé nos pères.

62e R. A. A., GABES

Nous vous remercions au nom des camarades du 62e R.A.A. pour les articles parus dans *la Jeune Garde* le 12 décembre, et le 7 janvier. Nous continuerons à travailler avec plus de courage pour la libération des camarades encasernés.

D'autre part voici nos revendications :

1° Réduction du temps de service légal à un an.
2° 45 jours de permission, voyage non compris et entièrement payé.
3° Droit de lire n'importe quel journal.
4° Supression du rabiot.
5° Interdiction aux gradés de frapper les soldats même indigènes.
6° Augmentation de la solde de 0 fr. 50 par jour.
7° Suppression définitive et pour tous de la « pelote », même si elle porte le nom « exercices spéciaux ».
8° Suppression du boni d'ordinaire.
9° Primes spéciales de manœuvres.
10° Suppression des corvées du dimanche matin et de l'appel de l'après-midi.
11° Liberté de fréquenter la cantine de son choix à l'intérieur du camp.

Editions U.P.J.

7, Rue Meslay, PARIS 3e

Vient de paraître

Que Sont
Que Font
Que Veulent
les Jeunesses Socialistes
0 fr. 75

Le rôle social de la Jeunesse
0 fr. 50

Espagne 36
Fascisme ?
Démocratie Bourgeoise ?
Socialisme ?
0 fr. 75

En vente : à la fédération des J.S. de la Seine

Prix spéciaux au groupes J.S.

PARALYSIE ?...

Le Gouvernement du Front Populaire a déjà subi bien des épreuves. Les gens de droite ont annoncé à de certaines dates sa chute certaine. Ses amis l'ont vu souvent en difficultés.

Qui oserait contester sa force et prédire sa chute aujourd'hui? Il semble plus solidement installé qu'à ses premiers jours.

Il n'était qu'un enfant, il a grandi et « forci ». Mais les enfants perdent en grandissant de leur spontanéité et acquièrent une sorte de cynisme et d'égoïsme qui constituent « le résultat de l'épreuve de la vie ». Ce n'est heureusement pas une règle absolue. Heureux celui qui a conservé dans son vieil âge les illusions de sa jeunesse!

⁂

Demeurons dans notre élément, l'examen des questions qui intéressent la guerre et sa préparation. Nous devons dire avec franchise, que tout ne va pas très bien.

Les lettres qui nous parviennent sont unanimes pour déclarer que rien n'est changé dans les casernes de la République.

⁂

LE SERVICE DE DEUX ANS EST MAINTENU.

C'est une désillusion qu'il faut rapidement racheter.

Les mœurs des officiers, le système de vie générale sont toujours les mêmes. Le quart de vin — rappelant trop les mœurs électorales — n'est pas accordé partout.

La concurrence entre la volonté centrale qui désire le mieux-être du soldat et la volonté locale nourrie de haine, persiste.

Les fidèles

Maréchal PÉTAIN

Serviteurs

Il n'est même plus impossible de constater les efforts accomplis pour découvrir les « cellules révolutionnaires ». Comme on ne peut trouver d'organisme romantico-mystérieux là où n'existe qu'une opinion unanime et agissante, on se rabat sur les « repérés ». C'est moins sensationnel.

Combien d'innocents les conseils de guerre ont-ils condamnés!

Combien de pauvres bougres méditent en cellule, ou peinent, le sac sur le dos! LA « PELOTE » INTERDITE EST REPARUE.

Nous avons souvent posé des questions à M. Daladier. Il nous excusera si nous insistons.

Les services du Ministère de la Guerre connaissent l'activité des fascistes. Ils savent que toute initiative heureuse est sabotée. Ils n'ignorent pas la propagande du P.P.F. et du P.S.F. Les journaux factieux circulent dans les régiments sous le regard bienveillant des chefs, tandis que des journaux comme l'« Œuvre » (organe de gauche de l'Agence Havas) sont interdits. Le mouchardage est organisé par les amis d'Hitler et de Mussolini. Des hommes qui pourraient être ministres par leurs convictions sont « tôlards » pour leurs opinions. Les officiers supérieurs et subalternes qui acceptent la « République Bourgeoise » sont très peu nombreux. L'état-major, ses fils-à-papa, ses petits-fils de chouans menacent l'organisme républicain de paralysie. Le fascisme militant a ses défenseurs à la Chambre des Députés (exhibition de Kerillis, le 29 janvier 1937).

du régime

Général MAURIN

Capitaliste

Si nous n'y prenons garde, demain nous subirons une crise grave.

Il existe en France beaucoup de Franco en puissance.

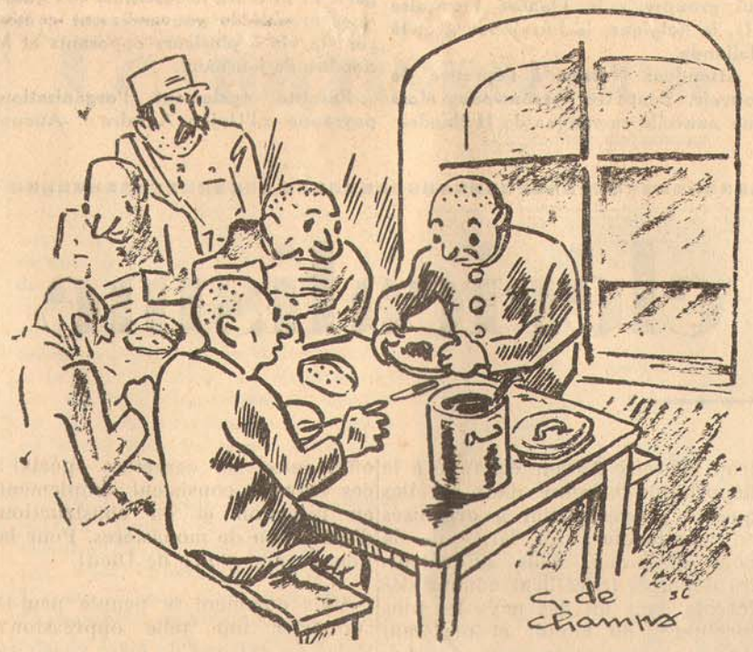
⁂

Nous voulons croire que le Gouvernement n'a pas trop vieilli, c'est-à-dire qu'il n'a pas trop subi l'épreuve de la vie. Mais nous ne sommes pas des chrétiens, notre foi ne nous suffit pas. Nous voulons des actes. Nous n'acceptons pas que, sous le Gouvernement du Front Populaire, les choses aillent comme sous les autres gouvernements.

Les Comités de Soldats doivent suppléer à la carence de M. Daladier. Plus ils seront puissants et nombreux, plus il sera possible de neutraliser l'influence dangereuse des officiers fascistes.

Vivent les Comités de Gestion et de Contrôle à la caserne!

Vivent les Comités de Soldats!



— On la saute !..
— Ca doit être parce qu'on est des classes creuses !,..

A TARBES
Un jeune soldat se donne la mort

Le 16 janvier, dans la caserne du 27e hussards, un cavalier, Roger Birlazé, se donne la mort en se jetant du deuxième étage.

Certes, dira-t-on, il y a chaque jour des individus qui se donnent la mort. Ce n'est pas le service militaire qui tue.

Nous disons, nous, qu'il y a trop de jeunes gens qui meurent au service du capitalisme.

La « J.O.C. », organe des Jeunes Chrétiens, a trouvé une solution pour éviter que de tels malheurs se reproduisent :

« Il y en a plus qu'on ne croit qui, « la nuit venue, pleurent amèrement « en songeant au « pays » et à la « classe.

« L'armée se doit de traiter ces « malheureux avec délicatesse. Il serait « nécessaire de rappeler à certains « gradés que le commandement doit « s'exercer avec compréhension t'e « bonté. »

Si cet appel pouvait être entendu, on verrait, le soir, l'adjudant de semaine narrer quelque histoire pour chasser le cafard de l'esprit d'un malheureux, puis s'éloigner à pas feutrés, après avoir soigneusement « bordé » le lit du soldat. Le matin, le sergent de semaine serait annoncé par la Neuvième Symphonie de Beethoven et suivi par le premier service (chocolat, croissants, toasts, œufs au bacon, etc., etc...).

Mais cet appel ne peut pas être entendu.

La « J.O.C. » dissimule sous des « façons » humanitaires la pire des complicités avec le régime.

La « J.O.C. » se gargarise de mots.

Tous les jeunes doivent savc. l'armée actuelle est une armée de classe comme toutes les autres institutions. Ce qui signifie que les institutions qui nous régissent n'ont pas pour but le bien-être de l'homme, mais la poursuite du profit et ensuite la défense de ce même profit.

L'Eglise elle-meme qui inspire la « J.O.C. » est idéologiquement et matériellement au service du capital.

Idéologiquement en expliquant aux malheureux que leur détresse actuelle est le gage de leur bonheur dans l'au-delà.

Matériellement, en justifiant partout les méfaits du capitalisme. Le nombre des prêtres qui bénissent les armées et couvrent les tueries n'est plus à citer (guerre espagnole, par exemple). L'Eglise fut et demeure l'arme première du capitalisme à la conquête de débouchés nouveaux (les missionnaires et les guerres coloniales).

Jeunes Jocistes, ce n'est pas la toute puissance dorée du pape qui vous sauvera. Pas plus que celle d'aucun autre pontife.

Seul votre affranchissement par le socialisme supprimera les crimes du régime.

Chronique Coloniale

Les Fascistes préparent la guerre civile aux Colonies

Nous avions indiqué dans notre dernier numéro ce que font les Croix de Feu en Algérie. Un article de notre camarade Crémadez de la Fédération Socialiste (S.F.I.O.) d'Algérie apporte sur ce sujet des précisions troublantes.

⁂

Sous le titre *Comment une municipalité Croix de Feu dilapide les deniers publics et organise la guerre civile.*

« Alger Socialiste », organe de la Fédération Socialiste d'Alger, a publié une série de documents qui ont soulevé l'émoi de toute la population saine d'Algérie.

Quels sont les faits reprochés aux édiles Croix de Feu d'Alger?

En premier lieu, la transformation des chantiers de chômage municipaux, en une organisation de guerre civile.

Il n'est pas possible, dans le cadre de cet article, de sortir tous les arguments soutenant cette thèse. Je vais néanmoins essayer de les résumer le plus clairement possible.

Les chômeurs sont embauchés sur avis favorable d'un conseiller municipal. Après quoi l'intéressé se rend au bureau de placement où il se fait inscrire. Normalement c'est le bureau de placement qui devrait s'occuper seul de cette opération.

Bien entendu si l'intéressé est membre du P.S.F. son enrôlement ne prête pas à discussion.

Les chômeurs sont répartis par équipes sous les ordres d'un chef dizainier, lui-même sous les ordres d'un chef de centaine.

Ces chefs dispos pris dans l'ancienne organisation Croix de Feu, sont pour la plupart de *faux-chômeurs* touchant une paye variant entre 32 et 70 francs par jour, selon l'importance de leur rôle.

Les autres chômeurs touchent une paye variant entre 14 et 18 francs par jour de travail.

Malgré les difficultés financières qui assaillent la Municipalité, ces troupes de choc sont chaque jour renforcées pour servir le cas échéant lors du jour J. et de l'heure H.

De ce fait les états de paiements accusent des chiffres astronomiques que l'ingénieur en chef de la ville, se refuse à contresigner. Néanmoins, et cela malgré les réserves du receveur municipal, les sommes sont perçues et distribuées.

Chaque fois que l'occasion se présente, des équipes de « chômeurs-dispos » sont mobilisées pour assurer la « police », à l'aide de manches de pioches fournis par les chantiers de chômage, dans les réunions du P.S.F. ou du P.P.F. Bien entendu, ces heures supplémentaires sont retribuées grassement sur le budget de la ville.

Les baraquements des chantiers sont utilisés comme ateliers de réparation et de fabrications d'armes (casse-têtes en particulier) et dépôts de munitions (révolvers, cartouches, explosifs...)

Chaque individu embauché est conduit par un homme de « confiance » chez un armurier de la ville où il sert de prête-nom pour l'achat d'une arme. Le lendemain ou quelques jours après il en est quitte pour faire une déclaration de perte ou de vol d'arme, et le tour est joué.

L'enquête que nous avons menée, nous a permis de prouver que les équipes de chômeurs étaient souvent utilisées, à effectuer des travaux d'intérêt particulier (boulodromes, patronages...) pour le compte de sociétés et patronages de droite. Egalement nous avons eu connaissance d'une circulaire enjoignant aux surveillants de chantier l'ordre de ne pas exiger de travail de la part des chômeurs et de profiter de toutes les « occasions » pour faire leur « éducation ».

L'ensemble des documents réunis pas la Fédération Socialiste d'Alger, a permis de mener, antérieurement à la campagne de presse, une action auprès des Pouvoirs Publics. Cette action n'est pas demeurée sans échos. Par lettre du 18 décembre 1936, le Préfet d'Alger, notifiait au maire d'Alger les griefs formulés et terminait en disant : « vous voudrez bien me fournir à cet égard tous renseignements utiles pour me permettre de prendre une décision en toute connaissance de cause ».

De son côté, notre camarade Régis, député d'Alger, a fait une démarche auprès du Ministre de l'Intérieur.

Des faits nouveaux viennent chaque jour dénoncer la déplorable gestion des « topazes-croix-de-feu » qui administrent notre cité. Le dernier en date est la cession à une compagnie privée, de l'alimentation en eau, de la ville.

Ce nouveau scandale est appelé à soulever une véritable vague de colère au sein de notre population et des employés communaux qui voient, avec amertume, un service dont le fonctionnement parfait est leur œuvre, être cédé à une société privée dont le seul souci sera de prélever des bénéfices au détriment des usagers et du personnel.

Cette situation intolérable ne peut durer, car la population se demande avec indignation si l'Administration et le Gouvernement de Front Populaire vont couvrir encore longtemps les malversations honteuses de l'équipe de topazes qui administrent notre ville.

Il faut agir vite et fermement car il est amer de constater que pour des faits infiniment moins répréhensibles un maire, estimé de ses administrés (ils le lui ont bien prouvé par la suite) comme l'est notre camarade Valat maire communiste d'Alès, a pu être révoqué, alors que la municipalité croix de feu d'Alger composée d'incapables et de prévaricateurs est encore en fonction malgré l'opprobre dont elle s'est couverte et le mépris ou la haine qu'elle s'est attirée de ses administrés et des employés municipaux en proie aux procédés de délation et de favoritisme chers aux fascistes.

P. CREMADEZ.

En Indochine

Les grèves en cours

Le mouvement de grèves s'étend de jour en jour en rapport avec la misère des masses qui a augmenté ces derniers temps à cause de la dévaluation de la piastre.

Des nouvelles nous sont parvenues aujourd'hui (20-1-37) annonçant les grèves en cours au Sud-Annam et en Cochinchine.

A Dalat, 1.500 ouvriers de la plantation de thé de Lorthary en grève; revendication, 40 % d'augmentation de salaire.

A Saïgon, grève des traminots depuis plus d'un mois.

Les ouvriers de la maison Orsini ont été lock-outés.

A Hanh-Thong-Tay, grève du marché de Hanh-Thong-Tay.

A Cholon les cantonniers de la ville sont en grève.